

INTERVENTION Claude MAS pour l'U.L CGT D'ARLES LE 9 avril 2013

Il y a des moments dans l'histoire d'un pays où l'ensemble des problèmes semblent se cristalliser autour de choix fondamentaux, sans que nous puissions déterminer dans quel sens se fera la suite de l'histoire. Car l'élément essentiel, le mouvement social est difficilement prévisible. Nous vivons très probablement un tel moment.

Dans ce moment le syndicalisme, La CGT a une responsabilité accrue.

Cette responsabilité nous l'avons faite vivre en 2012 en alertant les salariés sur la nécessité de changer de politique **pour conquérir la justice sociale**. En proposant **10 exigences pour sortir de la crise**, en matière économique et sociale, **la CGT a là aussi pris ses responsabilités**. Elle les a aussi fait vivre, **lorsque nous affirmions dans un tract national repris localement, « affirmer sa citoyenneté c'est aller voter, c'est aussi se syndiquer ».**

Nous sommes mobilisés à nouveau contre l'accord régressif du 11 janvier, contre sa transposition dans la loi, faussement nommée « de sécurisation de l'emploi » **qui dynamite 40 ans de droit du travail en France.**

Le débat parlementaire sur sa transposition a commencé la semaine dernière en 1ere lecture. Le gouvernement a engagé la procédure accélérée.

Les parlementaires renonceront-ils à la mission qu'en République les citoyens leur confient, veulent-ils légiférer pour se contenter de parapher un texte élaboré par le Medef et quelques organisations syndicales ???

Cette question s'avère fondamentale pour l'avenir de la démocratie.

Notre mobilisation du 5 mars dernier, a permis de sensibiliser largement les salariés aux dangers de cet accord de régression sociale.

Devoir accepter de donner du temps de travail, du salaire, de la flexibilité, de la mobilité, et d'abandonner du recours au juge, à l'expert, sous prétexte de maintien de l'emploi et de la compétitivité, c'est un marché de dupe.

Les salariés ne sont pas les seuls à avoir besoin d'explications. Les députés bien souvent, ne connaissent ni le texte, ni les incidences qu'il pourrait avoir sur la vie des salariés au travail.

La CGT a rencontré le Député d'Arles. Il considère que l'accord du 11 janvier ne s'impose pas aux députés, car d'une part la CGT et FO ne l'ont pas signé et que cela mérite d'être entendu. D'autre part, la souveraineté populaire pour le Député d'Arles signifie que c'est l'élu qui fait la loi, qu'il n'y a pas que la discipline de vote, il faut plus d'explications avec le gouvernement.

Les élus ne peuvent pas simplement dire oui, il est nécessaire de discuter tant sur l'accord du 11 janvier que sur l'Acte III de Décentralisation.

Le Député d'Arles, n'a pas pour autant dit qu'elle serait la nature de son vote, il est évident que La CGT y sera attentive.

Nous réitérons notre exigence, les parlementaires ne doivent pas transposer cet accord de régression sociale dans la loi. Le Medef ne fait pas la loi. La

démocratie ne peut se réduire à transcrire dans la loi, le seul rapport de force économique.

Nous voulons changer le cap. Nous voulons influencer le vote des députés, pour que ce texte rédigé par le Medef, et ratifié par la CFDT, la CGC, la CFTC ne soit pas transcrit dans la loi en l'état.

Le patronat exige de n'en rien changer. **L'honneur des Elus de la Nation devrait les obliger à s'insurger face à un tel diktat.**

Une nouvelle fois Laurence Parisot, patronne du Medef, affirme « que si ce texte était ratifié par le Parlement, pour la 1^{ère} fois en France, nous pourrions parler de flexisécurité ». Les salariés en Espagne, en Italie, au Portugal et en Allemagne en connaissent quotidiennement les effets.

Dans ce moment, nous assistons à une attaque violente contre la CGT, contre les syndicalistes accusés de casser l'outil de travail, dans le même moment, à Good Year La CGT est conforté par les salariés comme 1^{ère} organisation syndicale et chez les cadres la progression en 2 ans est de 30%. Et dans les médias, ils persistent et signent et nous accusent de ruiner l'économie et de refuser le dialogue social.

Oui, nous refusons de nous plier au dogme de la baisse du coût du travail, Oui, nous restons tendu vers notre objectif à mener de front, de manière convergente et unitaire toutes les batailles, tant celle de la mobilisation que celle de la conviction.

Et ce n'est pas l'annonce faite l'avant-veille du débat parlementaire de la représentativité syndicale qui estampille les organisations syndicales signataires de l'accord du 11 janvier, comme majoritaires en leur donnant après un tripatouillage un résultat de 51.16%, qui va rendre cet accord acceptable, **alors qu'il reste inacceptable, et rétrograde dans son contenu.**

Dans ce contexte, une rage sourde parcourt le monde du travail. La chronique des destructions d'emplois est fournie. Les logiques financières développées dans le secteur industriel, ont fait des dégâts humains et économiques considérables. A Arles, comme dans tout le pays.

A Arles, à Saint Martin de Crau, à Tarascon, et Chateaurenard, de nouvelles attaques contre l'emploi industriel, de service, et de service public se succèdent.

Des P.S.E, des restructurations, des fusions, sont le lot quotidien des salariés des très nombreuses entreprises structurantes de notre économie.

Dans l'industrie du Disque et du Livre à Harmonia Mundi, et ce dans un 1^{er} temps, puisque déjà un second P.S.E est annoncé au 2^{ème} semestre 2013, ce sont 38 emplois qui sont menacés, avec des fermetures massives des boutiques Harmonia sur tout le territoire.

Les élus du personnel avec leurs syndicats dont La CGT se battent quotidiennement. Dans le cadre du P.S.E, ils présentent des propositions

alternatives. **La direction reste sourde à leur projet, quitte à mettre en péril l'entreprise.** A la CGT, nous pensons que les Métiers de l'Edition du disque et du livre ont encore de l'avenir, avec des transformations évidentes liées à la numérisation **dans lesquels l'emploi peut être développé avec la création de nouveaux métiers.**

C'est à St Martin de Crau, à E.P.C France (ex-Nltro) , la fusion de 2 entreprises qui fabriquent depuis des décennies le même produit et qui ont leur place depuis des décennies sur le marché de l'explosif. Elles comptent 370 emplois (CDI et CDD) , la fusion provoquera d'ici 10 mois 70 suppressions d'emplois, avec l'argument massif de la compétitivité.

Ce n'est pas terminé, c'est maintenant à Transgourmet où la direction du Groupe vient d'annoncer la suppression de 40 emplois à Saint Martin de Crau sous le fallacieux prétexte de la perte du contrat Sodexo.

La suite, encore aux Conserves de France à Tarascon, où 44 emplois sont en jeu, sans omettre la situation préoccupante des salariés à Maeva.

Nous avons grandement besoin de nous rassembler, ceux qui luttent contre les P.S.E et pour la sauvegarde de l'emploi, ceux qui luttent pour le développement du service public et de l'emploi public comme les postiers d'Arles et du Nord du Département et au Musée de l'Arles Antique.

Seule l'intervention des salariés permettra au travail de retrouver sa juste place, au service d'une société fondée sur l'humain et son développement durable.

Comment ne pas voir, qu'il existe un lien entre les paradis fiscaux et ceux que l'on sacrifie sur l'autel du tout pour les actionnaires. L'évasion fiscale, c'est 40 milliards d'euros par an dans notre pays. **Que ce soit sur les sociétés, sur les grandes fortunes, revoir la fiscalité est une question et un outil de justice sociale. Elle est un enjeu de démocratie.**

Nous affirmons que l'austérité ne constitue pas une ambition mais une démission.

Il est vital de rompre avec l'obsession des dividendes, il faut oser changer de cap, abandonner l'impasse de la diminution du coût du travail qui ravage nos secteurs industriels et conduit à une régression sociale.

Nous avons la responsabilité de construire des rassemblements qui permettent d'arracher des transformations, de faire reculer les ravages de la politique d'austérité, d'unir pour que le pouvoir quitte les mains des seigneurs du CAC 40.

Ce chemin est le meilleur pour ne pas se condamner à attendre ou à redouter le pire.

Alors, continuons à dénouer le fil de leur crise, la réponse est dans la capacité du mouvement social à mettre ses besoins, ses attentes, ses rêves au cœur du projet de société à inventer ensemble.

Alors, en avant la mobilisation !